

QUELS CHEMINS PREND L'AFRIQUE ?

Vendredi 27 septembre, 16h30-18h, salle Nacre



Niagalé Bagayoko, Abdelhak Bassou, Medhane Tadesse Gebresilassie et Yvan Guichaoua

Quand on se penche sur l'Indice Normandie qui mesure la vulnérabilité de la paix dans le monde, les résultats sont sans appel. En étudiant le niveau de conflictualité dans 138 pays du monde selon onze niveaux de menace (dont le changement climatique, la cybersécurité, le processus démocratique, le terrorisme et les conflits violents), on s'aperçoit qu'un grand nombre de pays africains figurent parmi les pays les plus hostiles : le Mali, l'Irak, le Soudan du Sud, le Yémen, la Somalie, la République Démocratique du Congo, le Tchad, la République Centrafricaine...

Ces pays, en proie à des bouleversements radicaux, coups d'États, crises sanitaires et institutionnelles, ont récemment opté pour un rejet de leurs partenaires occidentaux traditionnels, au profit de nouvelles alliances avec la Russie et la Chine. Mais d'autres alliances au sein du continent africain sont aussi remises en question, à commencer par celles entre le Maghreb et l'Afrique sahélienne, comme l'explique

« Quand on sanctionne un régime, ce n'est pas le président de ce régime qui en souffre, mais la population »

Abdelhak Bassou

Abdelhak Bassou, chercheur au Policy Center for the New South. D'après lui, d'une part l'Union du Maghreb arabe, une organisation économique et politique créée en 1989 réunissant l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie, est entrée dans un coma profond, et cela malgré la récente nomination d'un nouveau secrétaire général. D'autre part, le G5 Sahel regroupant la Mauritanie, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad est totalement remis en question depuis la détérioration des relations entre ces pays. « Ces deux entités nous ont bercé dans l'espoir de voir se constituer cet espace géopoliti-

ANIMATION

Niagalé Bagayoko, Présidente de l'African Security Sector Network

INTERVENANTS

Abdelhak Bassou, Chercheur au Policy Center for the New South

Yvan Guichaoua, Chercheur indépendant en analyse des conflits, spécialiste du Sahel

Medhane Tadesse Gebresilassie, Chercheur invité à l'Institut des Mondes Africains (IMAF)

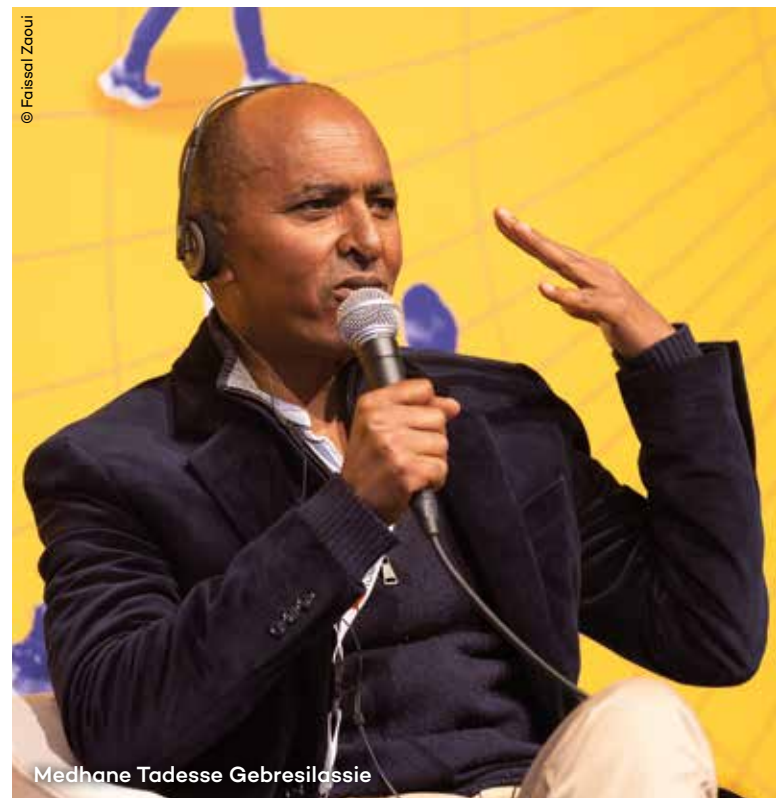
tique stratégique du Maghreb sahélien. Mais elles n'existent plus » regrette Abdelhak Bassou. Entre le Maroc et l'Algérie les liens diplomatiques sont totalement rompus, si bien qu'aucun de ces pays ne se voit un avenir au sein d'une alliance entre pays du Maghreb. Alors, les regards se tournent ailleurs : le Maroc s'intéresse désormais d'avantage à sa dimension atlantique que maghrébine. « Le Roi a lancé l'initiative d'une Afrique atlantique, une recherche de coopération entre 23 pays qui s'étend de l'Afrique du sud au Maroc. » Une autre initiative marocaine va dans ce sens dont l'objectif serait de désenclaver les pays du Sahel. Une ambition qui interroge sur les motivations du Maroc à s'intéresser à ces pays dirigés par des juntes militaires. Abdelhak Bassou précise cependant que ces coopérations envisagées par le Maroc visent davantage les populations que les régimes en place. « Quand on sanctionne un régime, ce n'est pas le président de ce régime qui en souffre, mais la population. Donc la philosophie du Maroc c'est d'avoir ces initiatives à l'égard de ces peuples quel que soit le régime. »

Si l'Algérie de son côté cherche à renouer des liens avec le Niger, dans l'ensemble, les pays du Maghreb regardent ailleurs. La Libye et la Tunisie ont été déstabilisées par le Printemps arabe. Reste la Mauritanie qui jongle entre le Maroc et l'Algérie, selon une tradition de « neutralité positive ».

Du côté du Sahel, s'est constituée la Confédération des États du Sahel

(CES), annonçant par la même occasion la sortie de ces pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). D'autres pays de l'ouest envisagent de rejoindre aussi la CES, comme le Bénin, la Guinée ou le Tchad. Depuis que des coups d'État ont eu lieu au Sahel, les liens avec la France se sont rompus, et on assiste à l'émergence d'une nouvelle influence russe. « Le Mali est soutenu par les Russes et combat les rebelles au nord, lesquels sont soutenus par l'Algérie. Cela devient très nébuleux » explique Abdelhak Bassou.

Du côté de la Corne de l'Afrique, la situation est très différente. La violence y est régionale, nationale, et internationale. Mais comment évaluer cette violence alors que des génocides dans cette région sont relativement passés sous silence en Occident. « Près d'un million de personnes qui ont été tuées en deux ans au nord de l'Éthiopie et au Soudan, et on n'en parle pas, alors que l'Ukraine et Gaza font la Une des journaux, constate Medhane Tadesse





Niagalé Bagayoko, Abdelhak Bassou, et Yvan Guichaoua

Gebresilassie, chercheur invité à l'Institut des Mondes Africains (IMAF). Cela montre les relations de pouvoirs dans le monde, où quelques vies sont plus importantes que des millions d'autres. Les plus grandes crises humanitaires sont ici, en Afrique. » Medhane Tadesse Gebresilassie anticipe une future contestation des frontières dans cette

« L'État soudanais a eu des milices, maintenant ce sont les milices qui ont un État »

Medhane Tadesse Gebresilassie

région, où des nations pourraient probablement se construire. « Le Soudan n'a plus de gouvernement. L'État a eu des milices, maintenant ce sont les milices qui ont un État, et tout cela avec l'aide des européens. » Yvan Guichaoua, chercheur indépendant en analyse des



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

conflits, spécialiste du Sahel, parle lui d'une fatigue démocratique. Un recul des aspirations démocratiques sur le continent africain est constaté depuis longtemps à travers des sondages d'opinion. Mais cette remise en question ne suffit pas à

tout expliquer. « Il ne faut pas parler de recul démocratique mais de système démocratique qui n'ont jamais atteint un niveau de consolidation satisfaisant. Le problème n'est pas la démocratie, mais la démocratie incomplète qui a été acceptée aussi par les occidentaux. Au Sahel, se sont mis en place des démocraties molles, peu exigeantes et verrouillées. C'est l'échec d'une démocratie qui n'en a que le nom ».

De plus, la prise de pouvoir des militaires ne serait pas nécessairement une conséquence automatique de cette fatigue démocratique. Le continent africain a montré qu'il était possible de se réformer sans passer par le coup d'État, qui est un processus politique particulier né d'une combinaison de plusieurs facteurs dont « l'encodage du mécontentement social. Au Sahel, le mécontentement vis-à-vis des élites a aussi été monté en épingle de l'extérieur, par les Russes notamment » explique Yvan Guichaoua, qui évoque aussi le Kenya ou le Nigeria où la contestation a été menée par la jeunesse, opposée aux lois fiscales et aux violences policières. Pour le chercheur, une chose est sûre : ce ne sont pas les occidentaux qui apporteront une solution aux crises que traversent le Sahel, le Maghreb et la Corne de l'Afrique. « Cette démocratie molle et peu exigeante dont nous parlions est le produit des occidentaux. Ils sont devenus inaudibles du fait de leur passé dans la région. » Les seules possibilités devront venir de la société civile.